

Dossier d'autorisation d'urbanisme

08619418X0002

Poitiers - Vienne

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

29/03/2018

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 04/08/2026 à 23:09 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	08619418X0002
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	SOREGIES
SIREN / SIRET	450889225 / 45088922500014

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2018
Autorisation	29/03/2018
Décision	29/03/2018
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2018-08
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201808

Localisation

Adresse	80 AVENUE JACQUES COEUR POITIERS 86000
Commune	Poitiers (86194)
Département	Vienne (86)
Région	Nouvelle-Aquitaine (75)
Code postal	86000
Parcelles cadastrales	DV 103

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SOREGIES (SOREGIES)	450889225	Société du permis
254901309	254901309	Membre du conseil de surveillance
504704776	504704776	Membre du conseil de surveillance
BAMS & ASSOCIES (BAMS & ASSOCIES)	917831562	Société liée
ROMAIN JOEL BADÉ	-	Président de SAS
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)	180020026	Membre du conseil de surveillance
TGS FRANCE AUDIT (TGS FRANCE AUDIT)	333087039	Commissaire aux comptes titulaire
SYLVAIN BEGENNE	-	Président de SAS
TGS FRANCE AUDIT ECONOMIE SOCIALE (TGS FRANCE AUDIT ECONOMIE SOCIALE)	794553321	Commissaire aux comptes suppléant
SYLVAIN BEGENNE	-	Gérant
CLARA PAULINE MARIE ANTONIA BASIA SCHEIWILLER	-	Commissaire aux comptes suppléant
DOMINIQUE DOMINIQUE MARCHAND (MARCHAND)	-	Membre du conseil de surveillance
FRANCIS GARGOUIL	-	Membre du conseil de surveillance
FRANCOIS DOMINIQUE AUDOUX	-	Membre du conseil de surveillance
GILLES MARIE MORISSEAU	-	Membre du conseil de surveillance
JACQUES AUGRIS	-	Membre du conseil de surveillance
JEAN-MICHEL CLEMENT	-	Membre du conseil de surveillance
MARIE-RENÉE MICHELLE DESROSES (LAVIALE)	-	Membre du conseil de surveillance
MICHEL ALAIN MARIE JALLAIS	-	Membre du conseil de surveillance
PATRICK ALAIN CABARET	-	Membre du conseil de surveillance
ROMAIN MIGNOT	-	Membre du conseil de surveillance
ROSE-MARIE PAULE BERTAUD	-	Membre du conseil de surveillance
ANNA WACHOWIAK	-	Membre du directoire
ANTONIN MARCAULT	-	Membre du directoire
ELODIE RACHEL LE-MAY (RIBARDIERE)	-	Membre du directoire
VINCENT GIRAUD	-	Membre du directoire
JACQUES FERNAND ANDRE DESCHAMPS	-	Président du conseil de surveillance
FREDERIC HENRI GILBERT BOUVIER	-	Président du directoire

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.